

## **L'intervention d'Angélique Samaran**

Le confinement a été assumé par les seuls salariés. La solidarité nationale s'est appuyée sur les « 1er de corvée », la responsabilité de chacun, avec la mobilisation de nos « SEULES » ressources pour faire face: nos acquis (RTT, Congés, différentiel chômage partiel), la Sécurité Sociale financée par nos cotisations sociales (personnes à risques, garde d'enfant) et enfin l'Etat (chômage partiel) financé par nos impôts.

Les entreprises, grands groupes y compris, se sont exonérés de participer à l'effort. Cependant, elles ont été promptes à réagir au déconfinement en déclenchant un coup de tonnerre immédiat, notamment dans la sous-traitance: au-delà du prolongement du chômage partiel, c'est la rupture brutale des contrats intérimaires, la mise en place d'accords de régressions ou de plans de licenciements.

La baisse d'activité, et les prévisions d'une reprise lente du trafic aérien entraînent effectivement une réelle crise du secteur. Pour autant, les carnets de commandes des donneurs d'ordre représentent 8 ans d'activité sur la base de 900 avions livrés/an ! Et les annulations demeurent minimes. Dans ce contexte comment peut-on passer en à peine 3 mois de l'insouciance d'une filière florissante pour des décennies à la panique d'une catastrophe insurmontable ? D'autant plus, que le concurrent BOEING est confronté en parallèle à de graves difficultés techniques même si on ne peut pas s'en réjouir.

Pour rappel, la trésorerie d'Airbus atteint des records historiques de plusieurs Mds...

Le réflexe de tout un chacun dans les moments difficiles est pourtant de faire appel à l'épargne, non ?

Les salariés de la filière sont bien conscients que les résultats de celle-ci ont été obtenus grâce à leur travail, sur l'ensemble de la chaîne de production, de l'étude jusqu'à la fabrication de pièces.

Cette période a aussi mis en évidence l'interdépendance entre tous les secteurs. Ce constat rappelle que la richesse est également le fruit de l'engagement de la collectivité toute entière. La filière aéronautique n'y échappe pas.

A l'éclairage de ces éléments d'analyse, les messages des donneurs d'ordre prennent un tout autre sens. Par ce climat entretenu nous pouvons tous y voir l'opportunité cynique d'accroître durablement les dividendes à venir...

Avec l'exclusion de toucher à leur trésorerie pour préserver leur solidité, ce sont les vieilles recettes qui sont réactivées; adaptation, ajustements, abandon des investissements et des projets de RD et même délocalisation...

En jouant sur la peur et les menaces sur la chaîne de production, c'est la volonté de faire peser des craintes, sur les entreprises notamment de la sous-traitance pour que s'accélère les restructurations pouvant s'appuyer sur le chantage à l'emploi pour contraindre les salariés à l'abandon de leurs acquis. Enfin c'est la capacité d'imposer au gouvernement un plan de soutien « sur mesure », permettant de capter le maximum de milliards sans condition. Comme dans l'automobile, faire payer à la collectivité, c'est-à-dire à nous tous, les pertes, les restructurations et les projets!

Une stratégie aux conséquences immédiates avec des annonces de licenciements comme chez DAHER ou Derichebourg avec la proposition alternative d'APC « Accord de Performance ou plutôt de Précarité Collective » inscrivant durablement la régression sociale, notamment avec le « travailler plus et gagner moins », sans savoir si les emplois seront véritablement préservés pour autant!!! Après avoir vampirisé nos richesses et privatisé les profits, ils veulent nous essorer!!!

Chez DAHER Tarbes ce sont 167 postes qui vont être supprimés !!

3000 suppressions d'emplois dont 1700 intérimaires au sein du groupe DAHER qui comprend 10 000 salariés.

Ce plan est principalement lié à la baisse d'activité du groupe AIRBUS dont DAHER est partenaire pour la partie aérostructure.

Pour rappel le chiffre d'affaires est de 1,3 Milliards d'euros et l'État est actionnaire.

Ce groupe a bénéficié des aides publiques ces dernières années pour des investissements et des projets d'innovations au sein de l'usine de Louey. Cette entreprise occupe une place stratégique dans la filière aéronautique avec AIRBUS et comme constructeur d'avions légers.

C'est un groupe qui a aussi réalisé en 2019 des opérations d'acquisitions des sociétés de l'avionneur américain QUEST et du spécialiste de la soudure composites thermo plastique KVE aux Pays Bas. Par ailleurs le groupe a construit une 2ème usine à Tanger au Maroc en 2018. Ces différentes actions ont pour but de rechercher le profit maximum. La direction du groupe DAHER profite de la crise du Coronavirus pour réduire l'emploi et les capacités industrielles en France.

Les aides publiques doivent être conditionnées au maintien du potentiel industriel et des emplois.

A contrario, à grand renfort de communication, le plan de « soutien » de 15 milliards d'euros présenté comme la clé de l'avenir, ne tire aucun enseignement de la période et s'inscrit concrètement dans la continuité du passé!

Malgré des Etats actionnaires de références parmi les grands groupes de la filière: Air-France, Airbus, Safran, Thalès, Dassault, ce plan s'est « mis au pas » de la logique de l'actionnariat privé et du marché.

Ce plan se traduit comme une offrande de la collectivité entre les mains des donneurs d'ordre pour façonner la filière « à sa main » suivant ses objectifs excluant toute contrepartie, toute contrainte, tout contrôle des pouvoirs publics et des salariés!!!

Comme prévu, malgré les milliards, les entreprises de la sous-traitance comme les grands groupes, annoncent des plans de restructurations.

Le plan de soutien doit s'inscrire dans objectif d'une part de garantir la sécurisation de l'emploi et des compétences et son amélioration pour des outils de production en capacité de faire face à la reprise industrielle et permettre le soutien économique et social des territoires et d'autre part, il doit imposer et renforcer l'investissement pour relever les défis de transition écologiques, sociaux et environnementaux du XXIe siècle pour gagner une relance plus rapide et pérenne sur le long terme. Un plan pour que notre richesse créée serve notre avenir!!! Pour cela, le « préalable » de ce plan de soutien doit impérativement être l'interdiction de licenciements, avoir comme « socle », la contribution « des richesses » du secteur, et comme « principe » la contrepartie sociale et le contrôle de toute AIDE PUBLIQUE au plus près au regard de responsabilité sociale légitime envers la collectivité et le territoire. Dans ce contexte, fidèle à ses valeurs, ses repères, son histoire, la CGT, se place à l'OFFENSIVE en apportant des propositions concrètes et constructives permettant des transformations sociales radicales.

Des propositions, placées entre les mains des salariés par nos syndicats entreprise par entreprise, bassin d'emploi par bassin d'emploi, et soumises au débat public!

- un plan de sécurisation de l'emploi, avec un accompagnement contrôlé du chômage partiel à 100 % pour les salariés. Il doit induire durant la transition économique un dispositif de formation pour faire monter en compétence toute la filière. Il s'agit là, de la concrétisation de la sécurité sociale professionnelle, que porte la CGT de manière innovante pour une industrie du futur;
- un plan de développement et d'amélioration de l'emploi. La revalorisation générale des salaires et le partage du travail par la diminution

du temps de travail est indispensable. Un véritable « remède » économique et social, pour la relance par la consommation et le bien-être, travailler moins gagner plus travailler mieux travailler tous...

- un plan de réorganisation de la filière basé sur la contribution au processus de production imposant de fait, une autre relation donneur d'ordre et sous-traitant et se traduisant par:

- une répartition homogène et légitime de la richesse sur la filière visant à consolider les PME;

- des garanties collectives identiques des salariés sur l'ensemble de la filière pour en finir avec le dumping social;

- la ré internalisation d'activités avec transferts automatique des salariés des entreprises concernées. Ces exigences nécessiteront une attention particulière sur le projet de loi portant sur la responsabilité des donneurs d'ordre vis-à-vis des sous traitants.

- Un plan de réorientation de l'investissement notamment en RD, avec un engagement des grands groupes donneurs d'ordres (Airbus, Thalès, Safran, Dassault...): la relance durable pose la question de la capacité de la filière à relever les défis du XXIe siècle notamment écologique et environnementaux:

- l'avion à faible émission et consommation, face aux enjeux environnementaux,

- des matières premières face aux enjeux d'indépendance,

- le spatial qui ne peut être laissé entre les mains de mégalomanes milliardaires,

- la montée en puissance nécessaire d'une filière de déconstruction et de valorisation des avions,

- et bien entendu la perspectives autour de potentiels de diversification sur d'autres secteurs de pointe à partir des fortes compétences existantes.

- Un plan coordonné avec le transport aérien. Pour être efficace, ce plan Aero, doit s'accompagner de choix politiques et d'actions cohérentes et coordonnées sur l'ensemble de la chaîne de valeur, en intégrant le transport aérien. Par exemple, en restaurant la confiance des voyageurs par le soutien de la filière pour assumer les pertes financières imposées par le respect de la distanciation dans les appareils, en imposant des objectifs et accompagner au renouvellement des flottes moins énergivores...

- Un secteur stratégique nationalisé comprenant un droit d'intervention des salaires. Toutes ces exigences de rupture place le droit d'intervention des

salariés dans la gestion et les orientations de la filière et ce, du dernier sous-traitant au 1er donneur comme une évidence. De plus, les enjeux que recouvrent la filière pour la collectivité toute entière, relance nécessairement le débat sur le pilotage d'état et de fait, sur la nationalisation de ce secteur stratégique.

Avec une attaque portée sur une filière florissante, notre responsabilité est grande! En effet, le recul social sur un tel symbole de richesse serait un signal de désespoir envoyé à l'ensemble du monde du travail! Face à cela, il est temps d'engager une riposte offensive pour envoyer un message PUISSANT de l'Occitanie au gouvernement, aux donneurs d'ordres, mais également au Conseil Régional et autres collectivités et institutions locales (CCI et autres...) En leur disant: voilà le plan de soutien que nous voulons!

C'est tout le sens de cette journée d'actions coordonnée dans toute l'Occitanie aujourd'hui sur le secteur de l'aéronautique.